ASSEMBLÉE NATIONALE

25 octobre 2018

PLF POUR 2019 - (N° 1255)

Retiré

AMENDEMENT

N ° II-CF758

présenté par
Mme Magne

ARTICLE 79**Mission « Relations avec les collectivités territoriales »**

I. – Au 28^{ème} alinéa, le montant : « 30 millions d’euros » est remplacé par le montant : « 37 millions d’euros » ;

II. – Le 47^{ème} alinéa est complété par la phrase suivante :

« Ce plafond ne s’applique pas en 2019 aux établissements ayant changé de catégorie au 1^{er} janvier 2019 ; »

III. - La perte de recettes pour l’État est compensée à due concurrence par la création d’une taxe additionnelle aux droits mentionnés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Les EPCI à fiscalité propre qui ont d’ores et déjà décidé de changer de catégorie juridique au 1^{er} janvier 2019 ont pu intégrer dans leur projet de territoire des projections en termes de dotation d’intercommunalité. C’est le cas des communautés de communes qui deviendront des communautés d’agglomération ou des communautés d’agglomération qui deviendront des communautés urbaines l’année prochaine.

Afin de ne pas remettre en cause les projets locaux, le présent amendement vient répondre aux préoccupations des territoires concernés en déplaçant, en 2019 seulement, le montant de dotation d’intercommunalité par habitant perçu par rapport à 2018.

Le coût de cette mesure au sein de l’enveloppe est estimé à 7 millions d’euros. Afin de ne pas faire porter le coût de cette mesure sur la dotation d’intercommunalité des EPCI non concernés par un changement de catégorie, cette évolution conduira à une minoration complémentaire automatique des composantes forfaitaires et compensatrices de la DGF du bloc communal, portant le montant

total de l'évolution de la dotation d'intercommunalité pesant sur les autres composantes de la DGF à 66 millions d'euros (contre 111 millions d'euros en moyenne les cinq années précédentes) : 37 millions au titre de la progression de la dotation et 29 millions au titre de la « réalimentation » initiale des EPCI n'ayant plus ou trop peu de dotation.

L'augmentation de la dotation d'intercommunalité prévue par le présent amendement est gagée par une revalorisation de la dotation globale de fonctionnement.